La jeunesse, logement, moral et avenir



SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 17/10/2012

Les travaux du CESE sur ce sujet

Se préoccuper des jeunes et de leur avenir, c'est aussi se pencher sur leur moral, leur difficulté à trouver un logement, leur intégration à la démocratie de demain.

Pour un logement autonome

Le Bureau du CESE a confié à la section de l'Aménagement durable des territoires, que préside Jean-Alain Mariotti, le soin d'élaborer un rapport et un projet d'avis sur le logement autonome des jeunes. Les avis du CESE sur la mobilité des jeunes et leurs droits sociaux ont déjà démontré l'utilité pour le Conseil, de se saisir de cette question car les jeunes subissent tout particulièrement les conséquences du coût élevé des logements : entrave aux projets de mobilité vers la formation ou l'emploi, retard dans la décohabitation durable avec les parents, taux d'effort supérieur à la moyenne... La mobilité des jeunes, souvent locataires de petites surfaces, les expose aux hausses de loyer lors du renouvellement du bail. Chômage et emploi précaire les mettent particulièrement en difficulté pour offrir des garanties aux bailleurs. En parallèle, les réponses offertes par l'action publique sont aujourd'hui insuffisantes. La section a désigné comme rapporteure Claire Guichet, membre du groupe des organisations étudiantes et mouvements de la jeunesse, avec pour échéance janvier 2013.

Une jeunesse française inquiète pour son avenir

Le rapport annuel sur l’état de la France, rendu chaque année par le CESE, relevait en décembre 2011 que les Français, et particulièrement les jeunes, expriment de réelles inquiétudes. La jeunesse française se distingue, plus que dans les autres pays du monde, en considérant la mondialisation comme une menace ; et en exprimant un manque de confiance dans l’avenir collectif (en raison peut-être des difficultés d’emploi) alors qu'elle s’épanouit dans la sphère privée (famille, amis...).
Plusieurs recommandations du CESE demandaient de placer la réforme de l’école au coeur du pacte républicain, de refaire fonctionner « l’ascenseur social », d’améliorer les conditions d’accès des jeunes à l’emploi et à la formation pour restaurer leur confiance dans leur avenir professionnel, de mieux intégrer la jeunesse en matière de logement, de faciliter l’accès aux crédits bancaires pour les jeunes entrepreneurs.

© - copyright CESE - Novembre 2026